



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3495>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1174 - avril 2016 -

Date de mise en ligne : samedi 25 juin 2016

Date de parution : avril 2016

Description :

Jean-Pierre Mon dans son tour d'horizon, constate que les hommes politiques français sont en retard d'une guerre en ce qui concerne les technologies numériques et que l'Union Européenne est en pleine débandade à cause des mythes économiques qui l'aveuglent.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La France est en retard d'une guerre

Aux États-Unis, le dernier Rapport Économique de la Maison Blanche au Congrès, publié au mois de février, ne manque pas de s'intéresser aux nouvelles technologies et souligne que la création et la destruction d'emplois sont en déclin continu depuis 1980, mais qu'au cours des deux dernières décennies les destructions ont été plus rapides que les créations. Qui plus est, le rapport estime que la probabilité pour qu'un salarié soit remplacé par une machine est de 83% s'il gagne moins de 20 \$ de l'heure et de 31% si son salaire horaire est de l'ordre de 40 \$. Cela mérite réflexion !

En France, à environ un an des présidentielles, « le continent numérique demeure une terre incognita pour nos hommes politiques » [1] : dans les très nombreux livres publiés récemment par les candidats potentiels « cette transformation qui bouleverse nos modes de vie, dynamite le salariat, bouscule nos entreprises et change nos usages culturels est à peine effleurée » [1]. Hollande en tête, ils rêvent tous de créer des emplois !

L'Union Européenne en débandade

La "crise" des réfugiés, commencée dès 2011 avec l'arrivée sur l'île de Lampedusa de centaines de migrants Libyens, Tunisiens, Erythréens,... s'exacerbe de jour en jour et met en lumière « les dysfonctionnements économiques et les carcans idéologico-budgétaires de la zone euro qui nous conduisent inéluctablement à l'écueil » [2]. Mais nous sommes tous aveugles.

L'aveuglement devant la réalité, c'est justement le sujet des interrogations de l'historien Marc Ferro [3] qui cite, entre autres, la montée du nazisme dans les années 30 et l'extermination des juifs, la révolution islamique de 1979 en Iran et l'affirmation par de nombreux économistes, en 2008, que la panique financière déclenchée par la chute de la banque Lehman Brothers ne traverserait pas l'Atlantique... Cette cécité collective serait due, selon lui, au fait que les mythes sont parfois plus forts que la réalité, parmi lesquels celui de la croyance en la rationalité des marchés aurait empêché de nombreux économistes ou financiers de comprendre à temps la crise des subprimes...

Pour sortir de l'état de délabrement où elle se trouve, l'Union Européenne doit se repenser d'urgence et oublier le mythe de sa conception par ses "pères fondateurs". La monnaie unique n'a pas apporté la prospérité promise à tous ses membres. Comment pouvait-il en être autrement avec une économie basée sur le mythe de « la concurrence libre et non faussée » ?

La stagnation généralisée qui y règne est en train d'y faire le lit des partis populistes d'extrême droite.

L'inflation n'est plus le mal absolu ?

C'était le grand mythe dans les années 1980 lors des débats sur le traité de Maastricht : une inflation supérieure à 2% serait catastrophique, était-il affirmé puisque les monétaristes avaient alors le vent en poupe.

Pourquoi aujourd'hui les instituts monétaires essaient-ils vainement de relancer l'inflation (0 % au Japon, - 0,2 %

dans la zone euro), alors qu'ils ne toléraient pas qu'elle augmente ? » Parce qu'ils sont formatés pour penser de cette façon, explique l'économiste A. Delaigue, (Lille I) : « quand ils ont fait leurs classes, les banquiers centraux actuels (Mario Draghi, Haruhiko Kuroda, Janet Yellen, ...) ont intégré que l'inflation était un mal absolu. Leurs institutions, comme leurs esprits, ont été forgés pour lutter contre ce mal. Voilà pourquoi ils sont aujourd'hui si démunis. [...] L'inflation reste basse en partie parce que les banques centrales refusent d'utiliser les instruments qui relanceraient vraiment les prix, comme, par exemple, la "monnaie hélicoptère", technique qui consisterait à injecter de l'argent directement dans les poches des consommateurs » [2].

Tant pis pour l'environnement

Dans le rapport qu'elle vient de publier le 15 mars, l'Organisation Mondiale de la Santé indique que 23% des décès dans le monde seraient dus à des causes liées à l'environnement (pollution de l'air, des sols, de l'eau, exposition à des substances chimiques, changement climatique...) et qu'une meilleure gestion de l'environnement permettrait de sauver chaque année 1,7 million d'enfants âgés de moins de 5 ans et 4,9 millions de personnes âgées de 50 à 75 ans.

Ce rapport semble avoir échappé à la vigilance de notre ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll. Alors que du 15 au 17 mars, l'Assemblée nationale examinait en deuxième lecture le projet de loi pour « la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages », projet qui comporte un article concernant les néonicotinoïdes⁵, le ministre a adressé aux députés une lettre argumentée, de près de quatre pages, pour les inciter à ne pas se prononcer en faveur d'une interdiction simple et totale de cet insecticide. Bien que reconnaissant la neurotoxicité des insecticides de cette famille, il écrit que l'action de son ministère vis à vis de ces produits « ne peut se faire en créant des distorsions entre les agriculteurs français et le reste des agriculteurs européens ».

Le lobby de l'agrochimie a encore gagné, tant pis pour les agriculteurs, premières victimes des pesticides !

[1] V. Giret, Idées, Le Monde Eco et Entreprise, 12/02/2016.

[2] M. Charrel, Le Monde, 6-7/03/2016.

[3] M. Ferro, L'aveuglement. Une autre histoire de notre monde, éd. Tallandier, 2015